

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

## **Bibliographie. Un siècle de commerce entre la France et le Royaume-Uni**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 50 (1909), p. 254-256

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1909\\_\\_50\\_\\_254\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__254_0)

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

## V

### BIBLIOGRAPHIE

#### *Un Siècle de commerce entre la France et le Royaume-Uni.*

Imprimerie nationale, 1908

L'Exposition franco-britannique de 1908, à laquelle le public français n'a peut-être pas prêté toute l'attention méritée, présentait pour les études statistiques une riche matière à élaborer.

Il importait de mettre en lumière l'intérêt d'ordre général offert par le groupement des très diverses manifestations de l'activité économique française et anglaise. C'est ce qu'a fait, en France, le Ministère du commerce ; il a pour ainsi dire dégagé la philosophie de toutes les expositions particulières réunies à Shepherds Bush en publiant, dans les *Annales du commerce extérieur*, la statistique des échanges effectués au cours du dernier siècle entre la France et le Royaume-Uni.

Ce travail exécuté par les soins de M. Chapsal, conseiller d'État, sous la direction de M. J. Cruppi, ministre du commerce et de l'industrie, se compose de deux parties, l'une statistique et graphique, l'autre juridique.

La première est exclusivement constituée par des tableaux qui, dressés à l'aide de documents officiels, ont figuré à l'Exposition de Londres.

On y trouve d'abord les données relatives aux importations et exportations totales des deux pays. Le premier tableau de ce groupe concerne la période 1686-1786 ; il remonte donc à la première année pour laquelle, est-il dit dans l'avant-propos, « on trouve des chiffres établis d'après des bases sérieusement contrôlées ». Il est permis de croire que son rôle est surtout d'illustrer le recueil ; de curieuses références l'accompagnent.

Pour la période de 1787-1907 il a été possible d'établir en face de chaque tableau de chiffres la courbe correspondante. Les éléments ne pouvaient malheureusement en être puisés qu'à une seule source : celle des statistiques douanières françaises.

On y voit que de 1857 à 1907 le montant de nos exportations en Angleterre est passé de 386.676.384 à 1.372.000.000, le montant des exportations anglaises en France est passé de 321.579.557 francs à 883.556 000 francs, et le total des échanges entre les deux pays est passé de 708.255.938 à 2.256 408.000 francs.

Après avoir suivi dans ces tableaux les mouvements du commerce franco-anglais, le lecteur peut les analyser grâce à d'autres chiffres et à d'autres courbes dont les premières étaient les résultantes. Passant rapidement sur les tableaux qui représentent d'après les données de la douane française les expéditions de France en Angleterre divisées en objet d'alimentation, matières nécessaires à l'industrie et objets fabriqués, tableaux dont on ne saurait prudemment tirer des conclusions bien positives, il arrive à une série de graphiques concernant chacun des principaux articles vendus par le Royaume-Uni à la France et chacun des principaux articles vendus par la France au Royaume-Uni. Les courbes des importations de charbon, de fer, de tissus de coton et de produits chimiques en France présentent les variations les plus caractéristiques ; de même que les courbes de nos exportations de tissus de soie, de lainage, d'ouvrages de mode, de sucres bruts, de vins, de tableterie, bibeloterie et articles de Paris. Nos exportations d'automobiles ont crû régulièrement de zéro à 60 millions de francs, entre 1898 et 1907 ; depuis cette date elles sont arrivées à un palier, qui ne sera pas suivi, il faut l'espérer, d'une descente dangereuse. Cependant la vive campagne protectionniste qui se poursuit actuellement en Angleterre doit inspirer des craintes à tous les producteurs français d'articles de luxe.

Après ces documents qui permettent d'étudier la valeur absolue de nos échanges avec l'Angleterre, il s'en présente un qui mérite d'être examiné de plus près encore, c'est le

double graphique indiquant le rang qu'occupe la France sur le marché anglais et le rang qu'occupe l'Angleterre sur le marché français. Quoique les deux parties du graphique ne soient pas établies à la même échelle, il n'est pas impossible de les comparer, et l'on est frappé à première vue de ce que les importations des divers pays en Angleterre suivent une marche plus régulière que les importations en France. La France tient depuis 1897 invariablement le second rang parmi les fournisseurs de l'Angleterre. En revanche l'Angleterre est généralement le premier de nos fournisseurs ; elle a toutefois perdu cette place au profit des États-Unis en 1898 et faillit la reperdre en 1903. Nos exportations en Angleterre, qui, d'après les statistiques anglaises cette fois, étaient de £ 53.300.000 (1 milliard 332.500.000 fr.) en 1897 et étaient tombées à £ 49.300.000 (1.232.500.000) en 1903, sont remontées régulièrement à £ 53.900.000 (1.447.500.000) en 1906, mais ont fléchi à £ 52.800.000 (1.320.000.000) en 1907. Notre exportation est donc restée à peu près stationnaire pendant les dix dernières années, tandis que celle des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Italie et surtout de l'Argentine augmentait sensiblement, tout en restant fort inférieure à la nôtre. On peut se rassurer dans une certaine mesure en songeant qu'il se fait de très importants échanges invisibles entre la France et l'Angleterre. Le ministère du commerce a tenu à insérer parmi ses tableaux une statistique des importations et exportations de numéraire dont le caractère nécessairement incomplet se justifie par ce fait que la plus belle administration du monde ne peut en dire plus qu'elle n'en sait. Il est évident qu'une quantité considérable de métaux précieux entre en Angleterre sans être déclarée. Un autre élément intéressant et difficile à saisir de la balance des paiements internationaux est le fret. Le ministère du commerce a cherché à en tenir compte. Les tableaux publiés sur ce sujet sont empruntés de statistiques françaises et ne se rapportent qu'à la part du pavillon anglais dans le commerce total maritime de la France. L'un donne le tonnage net des importations et exportations par navires anglais, et son rapport avec le tonnage net des entrées et sorties effectuées sous tous pavillons. La part de l'Angleterre a augmenté de 1882 à 1898, puis décliné. L'autre tableau donne, d'après les statistiques françaises, l'évaluation du fret payé au pavillon anglais dans le commerce total maritime de la France. Ces renseignements relatifs au fret payé aux pavillons dans le trafic des ports français n'ont commencé à être recueillis qu'en 1899. Depuis lors la part du fret payé par la France à l'Angleterre a très légèrement baissé.

Pour n'avoir pas un aperçu trop incomplet des rapports des deux pays possédant d'immenses territoires outre-mer, il était nécessaire de faire entrer en ligne de compte le commerce colonial. Il apparaît dans deux tableaux où sont présentés, d'une part, le commerce des principales colonies françaises avec le Royaume-Uni ; d'autre part, le commerce des principales colonies anglaises avec la France.

Tous les éléments plus ou moins complets ainsi obtenus se résument en un tableau qui totalise pour 1907 le montant des échanges de la France et de ses colonies avec le Royaume-Uni et ses colonies. Les ventes françaises atteindraient environ 1.603.000.000 de francs et les ventes britanniques 2.085.000.000 de francs, soit un chiffre d'affaires de 3.688.000.000 de francs.

A ces tableaux purement statistiques s'en joignent trois autres qui sont empruntés au rapport de M. Jean Périer, attaché commercial à l'ambassade de Londres. Les deux premiers ont un rôle simplement suggestif : ce sont des tableaux imagés représentant quelques-uns de nos produits agricoles et industriels dont la vente dans le Royaume-Uni serait susceptible de progrès ; le troisième, beaucoup plus intéressant au point de vue scientifique, est une carte de la France par régions de produits exportables en Angleterre.

Dans la seconde partie de l'ouvrage ont été réunis les textes qui se rapportent aux relations du commerce et de navigation. Ils posent le principe de l'égalité de traitement entre les marines marchandes des deux puissances. La convention de 1882 stipule que, si le tarif des douanes pour les marchandises de l'un ou de l'autre pays demeure réglé par la législation intérieure de chacun d'eux, les parties contractantes se garantissent le traitement de la nation la plus favorisée en toute autre matière. Il est inutile d'insister sur cette partie aussi importante, mais moins originale que la précédente. Elle contribue à donner une valeur documentaire de premier ordre à la publication du Ministère du

commerce. Ce travail, il faut l'espérer, ne restera pas isolé en son genre, mais servira de point de départ à une collection de volumes analogues présentant, sous une forme aussi claire, des chiffres de plus en plus complets et de mieux en mieux contrôlés.

E. BOISLANDRY-DUBERN.

---